

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Marasme-et-resistance-des-croyances-economiques-neoliberales-dans-l-ete-2012>

Marasme et résistance des croyances économiques néolibérales dans l'été 2012

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : lundi 3 septembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Chaque jour de cet été 2012, les indicateurs conjoncturels apportent leurs lots de mauvaises nouvelles : le jeudi 26 juillet, on pouvait par exemple lire dans Les Echos que « la récession britannique confirme le marasme européen » [1], qu'en France « le seuil de 3 millions de chômeurs se rapproche mois après mois » [2], avec en prime une hausse du chômage de longue durée, qu'en Allemagne le « moral des patrons s'est aussi nettement dégradé » [3]. Ce n'est là qu'un échantillon de la tonalité générale du discours économique ordinaire durant cet « été meurtrier ».

Les performances de l'économie européenne au premier semestre 2012 sont particulièrement mauvaises, quels que soient les critères pour les évaluer : montée du chômage qui prend dans certains pays des proportions dignes des années 1930, baisse ou stagnation du produit intérieur brut (PIB) et révision à la baisse des prévisions pour 2012 et 2013 ; défiance accrue des acteurs économiques (patrons, investisseurs, ménages...)...

Les tensions persistantes sur les marchés financiers accompagnent et amplifient quotidiennement la morosité dépressive de l'économie dite « réelle » : le sort de l'économie espagnole en déroute annonce avec une probabilité de plus en plus élevée une nouvelle phase crise aigüe de la zone euro, après l'Irlande, la Grèce, le Portugal..., sans que la situation de ces différents pays ne puisse être décrite sous le concept de « sortie de crise ». Qu'elle soit racontée à travers la métaphore des dominos, celle de l'incendie ou, par anticipation, celle de l'explosion, nous ne sommes plus très loin de l'hégémonie du vocabulaire de la catastrophe et cela résume bien la situation actuelle de la psychologie collective telle qu'elle s'exprime dans l'espace public européen, aussi fragmenté soit-il entre des espaces nationaux relativement cloisonnés, voire opposés [4].

Comme lors des phases précédentes de la crise financière, les banques centrales sont les premières à être appelées au secours : l'annonce d'une intervention conjointe de la Banque centrale européenne (BCE) et des Etats est censée conjurer le risque de panique financière à court terme.

Par un paradoxe ironique, les croyances économiques dominantes font pourtant de la résistance, rappelant ce que des sociologues des sciences ont appelé l'« attachement aux théories » : même face à des faits contradictoires, les cadres cognitifs jusque là majoritairement admis par les experts et « interprètes » dominants ont une grande capacité à se perpétuer, contre les observations expérimentales. Il est vrai qu'en matière économique, les théories dominantes sont aussi, pour paraphraser Marx, les théories de la classe dominante et, plus précisément aujourd'hui, les doctrines officielles des institutions dirigeantes : BCE, Commission européenne, Etats, grands groupes financiers et industriels... Il est vrai aussi que les données socioéconomiques ne sont pas expérimentales, mais qu'elles sont un mélange de statistiques et de constats de toutes natures, charriés régulièrement par les instituts nationaux, publics et privés, par le monde de la finance, et issus d'observations quotidiennes remontant de la « réalité du terrain » (c'est-à-dire, souvent, les chefs d'entreprise) par la presse et des médias.

Quelles sont ces théories (ou si l'on préfère ces « doctrines ») ? On peut en distinguer deux, qui sont étroitement articulées. La première est d'ordre conjoncturel ou de court terme. Elle motive aujourd'hui les politiques d'austérité rapides et brutales mises en oeuvre simultanément dans la quasi-totalité des pays européens, en particulier depuis le premier semestre de l'année 2010. Selon cette théorie, la crise de la zone euro est une crise de confiance engendrée par un déséquilibre devenu structurel des finances publiques, qui pèse désormais sur les anticipations relatives à l'existence de la zone euro. Le schéma causal en est très simple : la persistance des déséquilibres des finances publiques (mesurés par le déficit budgétaire ou le ratio dette / PIB) est la cause immédiate du déchaînement de la spéculation financière qui met à mal la capacité d'emprunt des Etats « périphériques » (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne, Italie) et qui déstabilise l'ensemble de la zone euro (en faisant diverger les taux des emprunts obligataires et les situations financières nationales). C'est en résorbant rapidement ces déséquilibres que se produira un « choc de confiance » qui permettra aux acteurs économiques privés de développer des projets d'investissement et de consommation et de faire « repartir » à court terme la « machine économique » donc l'emploi. Certains ajoutent que cela sera facilité par une politique monétaire expansionniste (sur le modèle du Quantitative Easing américain :

faible taux et prêts aux Etats) et par la « sécurisation » du système bancaire européen (élément d'un ensemble de réformes visant à mieux gérer les risques bancaires et financiers), bref par un ensemble d'interventions des banques centrales.

La focalisation du débat public européen sur la « règle d'or » budgétaire, à travers le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), cristallise ce raisonnement économique répété ad libitum : en adoptant et en constitutionnalisant une règle d'équilibre, mais surtout en la mettant en oeuvre sans délai, ce schéma macroéconomique postule que les Etats éloigneront la spéculation et dégageront très vite l'horizon des acteurs privés, qui recommenceront à investir (les chefs d'entreprise) et consommer (les ménages). Lorsqu'ils ont adopté cette « théorie » à court terme sous l'impulsion allemande, celle de la BCE et de la Commission européenne, après une brève phase « keynésienne », les dirigeants politiques des grands pays d'Europe ont sans doute sincèrement pensé endosser une attitude courageuse et rigoureuse qui leur avait jusque là fait défaut, tout occupés qu'ils étaient à satisfaire leur clientèle électorale par des réductions d'impôts sur les hauts revenus et les patrimoines. En construisant [5] l'équilibre des finances publiques comme LE problème politique et économique urgent et central, ils ont pensé qu'ils se donnaient plus de chance de rendre efficace l'enchaînement vertueux promis par cette théorie. Il n'est dès lors pas étonnant qu'à leur suite, les principaux médias aient très largement relayé ce schéma idéalisé et qu'ils aient largement convaincu les « opinions publiques » [6] que tels étaient bien le principal problème et la principale solution de l'économie européenne après la crise financière de 2008.

Las, ce schéma conjoncturel est de plus en plus manifestement erroné (ou, pour s'exprimer, comme la BCE, la probabilité qu'il soit totalement infirmé par les faits devient très élevée), et l'on peut aujourd'hui raisonnablement se demander si, comme dans d'autres périodes de catastrophe économique et sociale de grande ampleur du vingtième siècle - à commencer bien sûr par les politiques récessives et déflationnistes des années 1930 [7] - le dogmatisme aveugle de certains acteurs dirigeants n'est pas l'une des principales causes de la dynamique de dislocation de l'espace européen en cours.

Il n'est en effet nul besoin d'avoir longuement médité sur la notion de « multiplicateur keynésien » - au demeurant empiriquement validée par les études macro-économétriques [8] - pour comprendre l'enchaînement macroéconomique de la crise actuelle : des restrictions budgétaires rapides, dans des économies où l'Etat est devenu un acteur économique important, ont un effet massif, d'autant plus fort qu'elles sont généralisées et ne sont pas compensées, pour les acteurs privés, par un environnement extérieur porteur. Une dynamique pré-déflationniste s'accroît ; elle s'accompagne d'une dégradation massive du capital humain (chômage de masse, crise des politiques éducatives et de santé...), qui contribue elle-même à dégrader l'ensemble des anticipations économiques des acteurs, publics et privés.

La focalisation sur l'endettement public nourrit ainsi jour après jour ce que l'on peut appeler la psychologie collective de la crise : la récession empêchant toute réduction durable de l'endettement voire des déficits publics, la permanence de ceux-ci devient chaque jour un peu plus un enjeu obsessionnel et inatteignable de l'action publique et de l'analyse de conjoncture. Ce qui conduit au renforcement des croyances dogmatiques au détriment des alternatives « pragmatiques ».... Cela sans doute jusqu'à ce que les « pragmatiques » et autres keynésiens modérés reprennent les commandes de la politique de court terme [9].

De simples constats auraient en effet dû conduire les acteurs dirigeants à suivre dès 2010 les recommandations plus « gradualistes » du Fonds monétaire international et de nombreux économistes américains et européens, inquiets de voir la fragile reprise mondiale tuée dans l'oeuf par une politique d'austérité trop brutale. A l'opposé, c'est une croyance de plus en plus dogmatique qui s'est en quelque sorte radicalisée dans le cours même de la crise, pour finir par s'imposer sur le mode de l'évidence à l'ensemble des élites politiques et économiques européennes, et se nourrir de son échec même. Telle est, et au fond il ne s'agit peut-être que d'une nouvelle vérification de ce qui relève sans doute des « lois historiques », la dynamique cognitive des catastrophes économiques et sociales [10].

Une deuxième théorie accompagne aujourd'hui les politiques mises en oeuvre en Europe : il s'agit de la focalisation sur les « réformes structurelles » censées apporter un surcroît de « croissance » à moyen et long terme à une économie européenne engluée dans l'excès de fiscalité sur le travail et des dépenses publiques trop élevées, qui l'empêcheraient de faire face de façon vraiment « compétitive » à la concurrence mondiale. La « solution » pour l'Europe serait donc, pour le dire vite, une combinaison de réduction du coût du travail et d'allègement de la pression fiscale, permettant de dynamiser l'investissement privé, notamment dans la recherche et le développement, la fameuse « économie de la connaissance », garante de l'innovation.

En Europe, ce thème est depuis très longtemps au centre du discours économique dominant (dit « néolibéral »). Le contexte de crise a simplement ouvert une immense fenêtre d'opportunité pour que des réformes structurelles radicales soient enfin mises en oeuvre, en premier lieu dans les pays les plus affaiblis : privatisation et flexibilisation brutale du marché du travail sont ainsi le complément nécessaire aux politiques d'austérité qui réduisent le « périmètre » de la fonction publique. La Grèce, le Portugal, l'Espagne en font particulièrement les frais. La Grande-Bretagne de David Cameron est aux avant-postes en dehors de la zone euro.

A la différence de ce que l'on a pu observer au sujet de la première théorie, on n'observe pas ici de radicalisation dans la théorie même, mais simplement une application généralisée, en premier lieu dans les pays sous tutelle financière. Réductions budgétaires, compression de l'emploi et des rémunérations dans le secteur public, privatisations et réformes du marché du travail visant principalement à réduire les coûts et à restaurer la « compétitivité », sont pourtant en train de remodeler profondément les capitalismes nationaux, en particulier au Sud de l'Europe. Leurs effets seront d'une amplitude importante, quoique difficile à mesurer.

La théorie selon laquelle les pays européens souffrent d'un déficit de compétitivité présente pourtant une première incohérence : ce sont aujourd'hui les pays où le coût du travail et les dépenses publiques sont parmi les plus faibles (les pays du Sud et de l'Est de l'Europe), les moins avancés dans l'« économie de la connaissance », qui sont frappés par les politiques de réforme radicale, les politiques plus graduelles étant réservées aux pays les plus « riches », qui sont aussi en Europe ceux où l'Etat providence est le plus développé. L'Allemagne, même après des réformes libérales menées dans les années 2000, possède un modèle social plus généreux et une industrie bien plus puissante que les pays du Sud. Autrement dit, les politiques de réforme structurelle radicale sont explicitement vouées à accentuer l'écart entre les pays « périphériques » et les autres, en particulier les pays du Nord de l'Europe, qu'ils soient caractérisés par un modèle dit « social-démocrate » ou « continental ». Se restructure ainsi rapidement au sein de l'Europe la division internationale des processus productifs. A nouveau cependant, l'application dogmatique de la théorie crée les conditions d'une dislocation rapide de l'espace européen en tant que projet politique commun.

Imposition brutale du Nord sur le Sud, la politique d'ajustement structurel n'a pourtant guère de chances de produire des effets autres que ceux que l'on a observé, depuis les années 1980, dans de nombreux autres contextes nationaux : réduction de la dynamique économique, montée de la précarité et de la pauvreté, hausse des inégalités économiques et sociales, dégradation massive du capital humain (notamment à travers la baisse d'efficacité des systèmes éducatifs et de santé), phénomènes déjà bien à l'oeuvre dans de nombreux pays d'Europe. Elle annonce inévitablement l'accroissement des tensions entre les différents pôles de l'espace européen. Elle est par elle-même contradictoire avec un projet fédéral de nature démocratique, puisqu'elle entérine et accentue les écarts entre parties prenantes et les dissymétries structurelles entre zones géographiques (et groupes sociaux) au sein de l'Europe.

Si la théorie de court terme (le schéma dogmatique de réduction des déficits) est susceptible de se voir remplacer prochainement par une théorie plus « pragmatique », plus fortement inspirée par le raisonnement keynésien, la théorie « structurelle » se présente depuis des années comme un cadre unique pour les institutions européennes (BCE, Commission), les Etats et l'ensemble des organisations internationales (FMI, OCDE). En Europe, la convergence des principaux partis politiques, le fonctionnement des institutions communautaires, la montée de l'abstention et de la défiance populaire ont contribué à marginaliser toute théorie alternative dans l'espace public.

Dès lors, c'est bien dans la résistance et le renouveau démocratiques que l'on peut espérer voir réapparaître un véritable débat de politique économique de moyen et long terme, qui devrait s'articuler autour des conséquences de ces politiques sur le bien-être des citoyens. Ce débat démocratique entre des choix et orientations divergentes devrait ainsi, « idéalement », opposer la théorie néolibérale, mise en oeuvre en Europe depuis les années 1980 avec le « succès » que l'on connaît, et radicalisée aujourd'hui dans les pays du Sud, et une théorie opposée, que l'on peut appeler « socialiste » ou même « social-démocrate », selon laquelle le développement de l'emploi public, notamment dans l'éducation, la santé, la recherche, une politique volontariste de conversion écologique du système productif, la mise en place d'une sécurité sociale professionnelle, la régulation des marchés (y compris de biens et services), seront au coeur de la construction encore embryonnaire d'un modèle social européen stable et durable, fondement d'une Europe démocratique.

La résistance de la croyance néolibérale est d'autant plus forte que son application radicalisée engendre pour l'instant essentiellement instabilité et fragilisation de la vie démocratique dans de nombreux pays. Mais l'approfondissement de la crise politique est sans doute autant le symptôme que l'issue possible : c'est, en effet, par le champ politique que viendront peut-être, sous peu, les premiers craquements d'ampleur dans l'ordre néolibéral européen.

[Médelu](#). Paris le 18 août 2012.

[1] P.1. La croissance du PIB du deuxième trimestre, troisième de suite, est estimée à -0,7% confirmant le diagnostic d'une rechute dans la récession.

[2] P.3.

[3] P.5.

[4] L'exaspération est sans doute maximale en Allemagne où s'est diffusée l'opinion selon laquelle l'Allemagne est entraînée dans leur chute par les pays du Sud de l'Europe du fait de la solidarité contrainte de l'appartenance commune à la même zone monétaire.

[5] On pense ici aux travaux sur la construction des problèmes publics. Par exemple : Sous la direction d'Aurélié Campana, Emmanuel Henry et Jay Rowell, La construction des problèmes publics en Europe Émergence, formulation et mise en instrument, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2007.

[6] « [Sondage : les Français se résignent à la rigueur](#) ». JDD, 7 juillet 2012.

[7] Mais l'on peut aussi penser à des politiques aux conséquences humaines désastreuses comme le « *grand bond en avant* » en Chine, ou la « *thérapie de choc* » en Russie après la chute de l'URSS, les plans d'ajustement structurel dans de nombreux pays en développement dans les années 1980 et 1990, durant lesquels l'absence d'alternative a conduit des dirigeants sans concurrents à persévérer dans des choix politiques catastrophiques.

[8] En France, les travaux de l'OFCE, notamment ceux de Eric Heyer : [Quel impact de la politique budgétaire sur la croissance française ?](#)

[9] Le 27 juillet, l'OFCE publie ses prévisions de taux de chômage et de déficit pour les années à venir en France. Le scénario « dogmatique » de réduction rapide des déficits implique une hausse du chômage alors que le scénario « pragmatique » permet d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'emploi.

[10] Dans le contexte des Etats « socialistes », l'échec d'un mouvement de radicalisation a souvent été, de façon symétrique, interprété par les acteurs les plus dogmatiques comme la preuve de sa validité théorique et la justification de son accentuation. Telle est aujourd'hui la dynamique

du néolibéralisme : né comme une idéologie pragmatique porté à composer avec l'environnement (les politiques keynésiennes, certaines limites du marché...), il est devenu une croyance absolutiste dans les « solutions de marché ».